



Conseil de sécurité

Briefing: Haïti

New York, le 22 avril 2024

Déclaration de la Suisse

Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie l'Envoyée spéciale, Madame María Isabel Salvador, la directrice exécutive de l'ONUDC, Madame Ghada Fathi Waly, et la directrice générale de l'UNICEF, Madame Catherine Russel, pour leurs interventions. Je salue aussi la présence du ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine, Monsieur Roberto Álvarez Gil, et le Représentant permanent de Haïti à cette séance.

La crise multidimensionnelle en Haïti continue et continue de s'aggraver. La poursuite d'un dialogue intra-haïtien inclusif et participatif, notamment incluant les femmes, est la clé d'une solution politique et doit permettre d'atteindre le but pour lequel il a été mis en place : la tenue d'élections libres, participatives, équitables et sûres.

La Suisse salue la récente formation du Conseil présidentiel de transition ainsi que la facilitation de la CARICOM dans ce cadre. Compte tenu de l'importance de la phase de transition politique ouverte par ces mesures encourageantes, il est essentiel qu'elles soient mises en œuvre rapidement, de manière inclusive, sans créer de vide politique susceptible de perturber davantage la situation sécuritaire.

À cet égard, j'aimerais souligner trois points :

Premièrement, l'aide humanitaire doit être augmentée de manière significative pour répondre aux besoins de la population haïtienne. Près de la moitié des Haïtiens, notamment les enfants, souffre d'insécurité alimentaire. À cause des restrictions de mouvement et des difficultés d'approvisionnement découlant de la violence des gangs, le risque de famine est réel. La situation humanitaire pourrait encore s'aggraver à l'arrivée de la saison des ouragans et des tempêtes tropicales en juin. Nous saluons les acteurs humanitaires pour leur engagement inflexible, et rappelons qu'ils doivent être protégés et libres de leurs mouvements. Dans cette perspective, la Suisse prépare actuellement une résolution visant à rappeler la protection de l'ensemble du personnel humanitaire et onusien fournissant assistance et protection, y compris le personnel national et recruté localement. La Suisse continue également à répondre à la situation sur place, en soutenant par exemple les interventions d'urgence du Programme Alimentaire Mondial.

Deuxièmement, le BINUH est un élément central de la réponse internationale en Haïti. La Suisse salue son travail et les efforts de son personnel. Le mécanisme de surveillance des droits humains du BINUH, ainsi que ses efforts dans le domaine de la Réduction de la violence communautaire et du Désarmement, de la démobilisation et de la réintégration sont à saluer. Il est également important que le Bureau continue à œuvrer de concert avec les autorités haïtiennes au rétablissement d'un système judiciaire et pénitentiaire garant de l'état de droit. La considération du renouvellement de son mandat, en juillet prochain, nous fournira l'opportunité de réévaluer les ressources dont il dispose, y compris humaines et sécuritaires.

Troisièmement, la communauté internationale doit utiliser tous les moyens disponibles pour soutenir la Police nationale d'Haïti. Le temps presse et de trop nombreux mois se sont écoulés depuis que le Conseil a autorisé la Mission multinationale de soutien à la sécurité. Nous remercions les Etats ayant confirmé leur participation et appelons à son déploiement dans les plus brefs délais pour permettre à la Police nationale d'Haïti de regagner le terrain perdu face aux gangs. En outre, le flux d'armes et de munitions continue d'alimenter la violence armée. Le régime de sanctions et l'embargo sur les armes et les munitions doivent être mis en œuvre de manière effective et intégrale. Un suivi des cas préalablement exposés par le Panel d'expert du Comité 2653 doit être assuré pour couper les sources d'approvisionnement des gangs. Ceci sans être entravé par des considérations politiques. La Suisse appelle tous les Etats, notamment de la région, à redoubler d'efforts pour mettre un terme à la prolifération des armes en Haïti.

Madame la Présidente,

La situation est à un point de bascule et il pourrait bientôt être trop tard pour agir. Le Conseil de sécurité ainsi que la communauté internationale doivent poursuivre leurs efforts pour répondre aux espoirs de la population haïtienne.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

I would like to thank the Special Representative, María Isabel Salvador, the Executive Director of UNODC, Ghada Fathi Waly, and the Executive Director of UNICEF, Catherine Russel, for their statements. I also welcome the presence of the Minister of Foreign Affairs of the Dominican Republic, Roberto Álvarez Gil, and the Permanent Representative of Haiti to this meeting.

The multidimensional crisis in Haiti continues and continues to worsen. The pursuit of an inclusive and participatory intra-Haitian dialogue, including women among others, is the key to a political solution, and should allow to reach the goal for which it was set up: the holding of free, participatory, fair and safe elections.

Switzerland welcomes the recent formation of the Transitional Presidential Council and the facilitation of this process by CARICOM. Given the importance of the phase of political transition initiated by these encouraging measures, it is essential that they are implemented swiftly and comprehensively, without creating a political vacuum that could further disrupt the security situation.

In this respect, I would like to highlight three points:

First, humanitarian aid must be significantly increased to meet the needs of the Haitian population. Almost half of Haitians, especially children, are food insecure. There is a real risk of famine, due to restrictions on movement and supply difficulties caused by gang violence. The humanitarian situation could further deteriorate with the onset of the hurricane and tropical storm season in June. We commend humanitarian workers for their unfailing commitment, and reiterate that they must be protected and have freedom of movement. With this in mind, Switzerland is currently preparing a resolution aimed at recalling the protection of all humanitarian and UN personnel providing assistance and protection, including national and locally-recruited staff. Switzerland is also continuing to respond to the situation on the ground, for example by supporting the World Food Program's emergency response.

Second, the BINUH is a central element of the international response in Haiti. Switzerland salutes its work and the efforts of its staff. BINUH's human rights monitoring mechanism, as well as its efforts in the field of Community Violence Reduction and Disarmament, Demobilization and Reintegration, are to be commended. It is also important that the Office continues to work with the Haitian authorities to re-establish a judicial and penitentiary system that guarantees the rule of law. The review of BINUH's mandate next July will provide an opportunity to reassess the resources at its disposal, including human and security resources.

Third, the international community must use all available means to support the Haitian National Police. Time is running out, and too many months have passed since the Council authorized the Multinational Security Support Mission. We thank the States that have confirmed their participation, and call for its deployment as soon as possible to enable the Haitian National Police to regain the ground

lost to the gangs. Furthermore, the flow of arms and ammunition continues to fuel armed violence. The sanctions regime and the embargo on arms and ammunition must be effectively and fully implemented. The cases previously reported by the 2653 Committee's Expert Panel must be followed up to cut off the gangs' sources of supply. This must not be hindered by political considerations. Switzerland calls on all states, particularly in the region, to redouble their efforts to put an end to the proliferation of weapons in Haiti.

Madam President,

The situation is at a tipping point, and it may soon be too late to act. The Security Council and the international community must continue their efforts to respond to the hopes of the Haitian people.

I thank you.